



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

enfants

Question écrite n° 36995

Texte de la question

M. Gérard Voisin * souhaite attirer l'attention de Mme la ministre de la famille et de l'enfance sur la situation des éducateurs de jeunes enfants. Le décret 2000-762 du 1er août 2000 relatif aux établissements et services d'accueil régulier des enfants de moins de 6 ans prévoit leurs possibilités d'accès aux postes de direction étendus aux établissements d'accueil régulier inférieurs ou égaux à 40 places. Or l'application de ce décret est entravée par le statut des éducateurs de jeunes enfants dans les différentes fonctions publiques qui n'est pas en adéquation avec la reconnaissance statutaire des responsabilités de la fonction de direction. Dès lors, il convient de faire évoluer le statut des éducateurs de jeunes enfants de manière à prendre en compte l'évolution de leur mission et de leur responsabilité. Le rapport Petit préconisait une intégration dans la filière socio-éducative ainsi qu'une adaptation de leur formation. Il lui demande donc de bien vouloir l'informer des suites qu'elle entend donner à ces propositions qui permettraient de répondre au manque constaté de professionnels qualifiés dans certaines régions.

Texte de la réponse

Un groupe de travail dont les membres ont été mandatés par la commission professionnelle consultative (CPC) du travail social et de l'intervention sociale a entrepris l'élaboration d'un référentiel professionnel des éducateurs de jeunes enfants (EJE) et la rénovation des référentiels de formation et de certification. L'adaptation de la formation des EJE aux nouveaux enjeux liés à la petite enfance et à la famille fait partie des préoccupations de ce groupe de travail. Les travaux de ce groupe de travail ont commencé en novembre 2003 et se sont achevés le 22 septembre 2004. L'ensemble des référentiels (professionnel, de certification et de formation) seront présentés, pour avis, à la CPC, le 16 décembre 2004. Parallèlement à ces travaux, la réforme des formations préparatoires aux diplômes du travail social de niveau III, en application de la loi de modernisation sociale du 17 janvier 2002 introduisant la validation des acquis de l'expérience, met progressivement en place des passerelles entre les diverses certifications. En effet, l'ossature générale de ces certifications comprend des domaines de « compétences-socles » et des domaines de « compétences transversales », transférables aux différents diplômes de niveau III, ce qui permettra d'établir des passerelles entre les formations. Ainsi, un candidat déjà titulaire d'un diplôme de niveau III se verrait dispensé de deux domaines de compétences sur quatre pour l'obtention d'un nouveau diplôme de travail social de même niveau. Le projet de réforme de la formation des EJE qui résulte des besoins de compétences identifiés dans le cadre des travaux menés pour la rénovation du diplôme, comprend, outre une adaptation générale de la formation aux évolutions des politiques sociales et des enjeux liés à la petite enfance, un allongement à trois ans de la formation et à 1 500 heures de formation théorique, ainsi qu'une ouverture à la validation des acquis de l'expérience (VAE). Dès lors que la réforme de la formation aura été menée à son terme, les travaux de modification des statuts des EJE de la fonction publique pourront commencer.

Données clés

Auteur : [M. Gérard Voisin](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 36995

Rubrique : Professions sociales

Ministère interrogé : famille et enfance

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 6 avril 2004, page 2821

Réponse publiée le : 15 février 2005, page 1766